

L'accès à l'eau pour garantir la survie de 2,5 millions de personnes en situation de stress hydrique au Burkina Faso : un droit humain et un impératif humanitaire

La crise sécuritaire a provoqué des conséquences humanitaires sans précédent au Burkina Faso. Le nombre de déplacés internes a augmenté de façon exponentielle de 47.000 déplacés fin décembre 2018 à plus d'1,7 million début 2022 (source : CONASUR). Aujourd'hui plus de 2,5 millions de personnes ont besoin d'une assistance d'urgence en Eau Hygiène et Assainissement. L'ampleur des besoins s'explique par une dégradation très rapide de la situation sécuritaire avec un **afflux massif de personnes déplacées internes dans des zones caractérisées par un taux d'accès déjà très faible et un déficit de ressources en eau disponibles**. Malgré une bonne présence d'acteurs, les besoins augmentent plus rapidement que les capacités de réponse, les financements restent largement insuffisants pour couvrir les besoins et un rétrécissement de l'accès humanitaire requiert des adaptations d'activités et stratégies alternatives.



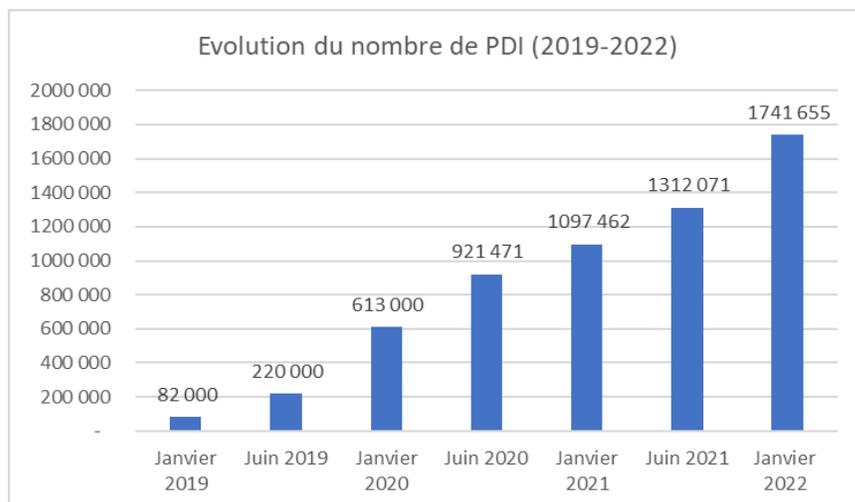
© UNICEF, 2021



1. Une dégradation rapide du contexte sécuritaire et politique ayant des conséquences humanitaires dramatiques pour 3,5 millions de personnes extrêmement vulnérables

Depuis 2020, la crise multidimensionnelle qui frappe le Burkina Faso est devenue la plus dynamique et la plus dévastatrice des trois pays du Sahel Central (source : OCHA, HRP 2022). Le pays est devenu l'épicentre du conflit armé. Près de 40% de la population est directement affectée par la fermeture ou la réduction des services sociaux de base (éducation, santé, eau et assainissement...), l'absence des services étatiques et plus de 7% de la population a été obligée de fuir son domicile à la recherche de la sécurité (source : OCHA, HRP 2022).

Au 31/01/2022, Le pays compte plus de **1,7 millions de personnes déplacées internes**, dont 22,62% femmes et 61,17% enfants (source : CONASUR). L'intensification des attaques des groupes armés non étatiques a engendré **160 000 nouveaux déplacés** au seul mois de janvier 2022. En 2022, 3,5 millions de personnes ont besoin d'une assistance humanitaire, qui reste la principale source de subsistance pour plus 38% des personnes déplacées (source : OCHA, HNO 2022). Les régions du Sahel, Centre-Nord, Nord et l'Est sont les plus touchées par la crise, mais l'ensemble des 13 régions du pays est affecté à des degrés divers.



© GRAD-A, 2021

« Nous sommes vraiment dans d'énormes difficultés. Nous tous qui sommes ici, vivons les mêmes difficultés. Quand tu regardes ton monde s'effondrer, tes siens se disperser Chaque matin tu ne sais où trouver de l'eau en quantité suffisante, la nourriture, les vêtements, la santé sont pour nous un véritable problème. Nous souhaitons vivement que la paix revienne afin que nous retournions chez nous ».

Monsieur **NACANABO AMIDOU**
site PDI de Youba 2 – Ouahigouya
(région du Nord)



© UNICEF, 2022

Le 24 janvier 2022, l'armée a pris le pouvoir renversant le gouvernement en place. Ce nouveau contexte s'ajoute à une augmentation exponentielle des vulnérabilités et des besoins humanitaires, couplé à une **réduction ou suspension des programmes de développement et de nexus humanitaire-développement** qui contribuaient à répondre à une partie des besoins. En attendant la réorganisation de l'administration publique, la collaboration auparavant fluide entre les acteurs humanitaires et les services techniques ministériels a également subi des perturbations, avec un impact sur la mise en œuvre des activités humanitaires et de coordination.

2. Une diminution drastique de l'accès à l'eau et l'assainissement engendrant une augmentation des maladies hydriques et des risques de protection

Alors que le Burkina Faso était auparavant sur la voie d'un progrès vers l'atteinte des ODD, la crise sécuritaire a engendré une diminution de l'accès aux services sociaux de base et un recul par rapport aux progrès réalisés.

Dans un contexte de faible disponibilité de ressources en eau et fortement impacté par le changement climatique (baisse d'intensité et de fréquence des précipitations annuelles, et hausse des températures), **l'afflux massif de personnes déplacées surtout dans les zones urbaines a créé une surpression sur les ouvrages existant, déjà insuffisants**. Alors que les taux d'accès à l'eau étaient déjà faibles avant la crise, dans les zones les plus touchées par la crise, **le taux d'accès à l'eau a subi une dégradation** moyenne de -20% entre 2019 et 2021 passant de 63% à 44% (source : Cluster WASH/ données MEA, INO 2019).

Selon l'*Humanitarian Situation Monitoring* dans les régions du Sahel, Nord et Est, plus de 50% des villages n'ont pas un accès suffisant à l'eau et environ la moitié des ménages pratiquent soit la défécation à l'air libre (32%) soit utilisent une infrastructure sanitaire non améliorée (18%) (source : HSM 2021). Dans certaines villes, comme Barsalogo au Centre-Nord ou Djibo au Nord, la population a doublé ou triplé en raison de l'afflux de personnes déplacées. Dans ces villes, du fait de l'insécurité, les femmes ne peuvent plus aller chercher l'eau dans les points d'eau autour de la ville alors même que les forages et puits accessibles s'assèchent. Elles sont obligées à trouver des chemins alternatifs, ou d'attendre de longues heures voir des journées au point d'eau avant de pouvoir remplir leur bidon.



© Cluster WASH, 2022

« La question de l'eau est devenue une difficulté majeure à cause de l'insécurité et les femmes souffrent beaucoup quand elles sortent pour chercher de l'eau. (...) »

La situation s'est compliquée davantage avec la destruction des infrastructures d'eau par les hommes armés ces derniers temps, ce qui oblige certaines personnes à marcher plus de 14 km pour chercher de l'eau. »

Madame **OUÉDRAOGO SAFIATA**, habitante de Nagraogo Mossi – Barsalogo (région du Centre-Nord)



© OXFAM, 2022

En 2022, **2,5 millions de personnes sont dans le besoin** humanitaire en WASH (People in Need, PIN), dont 21% de femmes et 60% d'enfants. Parmi ces personnes, **354 412 personnes sont dans une situation très critique** (Sévérité 5 selon le HNO 2022) et nécessitent une assistance humanitaire urgente en WASH ; elles se trouvent toutes dans la province du Soum, région du Sahel. Parmi toutes les communes touchées par la crise humanitaire, les 20 communes les plus affectées regroupent à elles seules 57% du PIN notamment 1,4 millions de personnes. Les villes les plus touchées sont celles de Djibo, Kaya, Barsalogo, Dori, Pissila, Tougouri et Fada N'gourma, qui regroupent à elles seules plus de 34% des personnes dans le besoin. Les mauvaises conditions d'accès au WASH engendrent **une plus grande prévalence des maladies hydriques** : le taux de mortalité dû au manque d'accès aux services d'eau, d'hygiène et d'assainissement au Burkina Faso est de 50/100.000, ce qui est environ 5 fois supérieur au taux global (source : WHO statistics 2019). L'insuffisance d'accès aux infrastructures d'eau et d'assainissement engendre **une exposition accrue aux risques de protection**. L'éloignement des points d'eau pose un risque de violences basées sur le genre pour les femmes, filles et enfants qui doivent parcourir des longues distances et/ou passer des heures dehors pour la corvée d'eau. Pareillement, l'absence ou insuffisance de latrines, l'inadéquation du design ou la distance élevée entre les latrines et les maisons, dans un habitat surpeuplé favorisant la promiscuité, augmente le risque de VBG (source : AoR Violences Basées sur le Genre, Mai 2020 et UNICEF, Août 2020).

Témoignages du groupe de femmes déplacées de Kelgouf

“La principale source est l'eau de la marre comme eau de boisson pour les familles et les animaux, qui c'est à plus de 8km. Parfois nous utilisons l'eau du château à plus de 15km.”
“Seulement les femmes et enfants vont collecter l'eau avec la charrette et reviennent à 3h ou 4h du matin. Là il y a souvent des conflits avec les femmes et hommes autochtones et sur la route elles ont peur et parfois rencontrent individus armés.”

Témoignages du groupe d'hommes déplacés de Kelgouf

“Tout le site n'a que 7 latrines communes (pour plus de 500 ménages). Les personnes adultes ou âgées attendent la nuit pour se soulager dans la nature.”
“La plupart utilisent l'eau de bouli, même si on sait que c'est dangereux mais on n'a pas d'alternatives. Beaucoup d'hommes ont des problèmes pour uriner, ils ont des cailloux dans la vessie à cause de l'eau.”

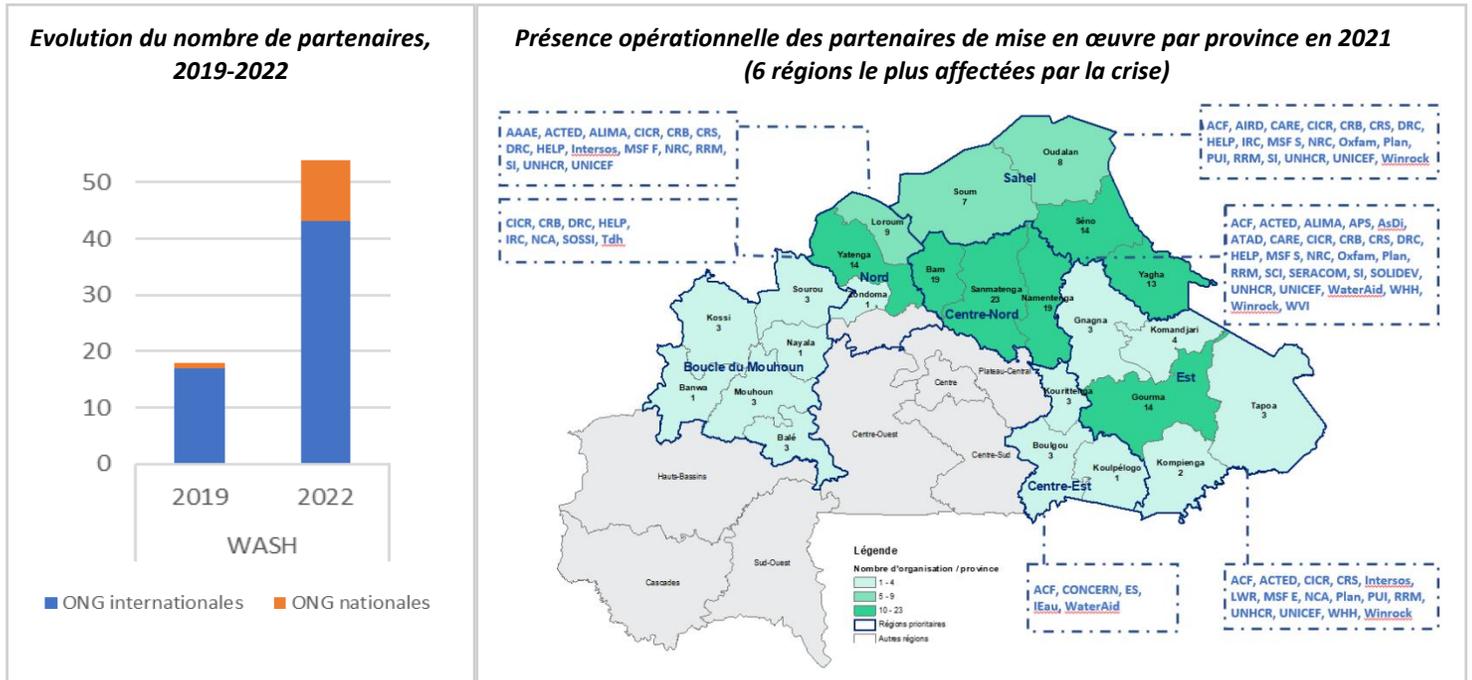


© GVC-WW, 2022

Village de Kelgouf, Gorom Gorom (région du Sahel)

3. Malgré un grand nombre de partenaires et une bonne couverture géographique, la réponse reste trop lente et largement insuffisante pour répondre aux besoins

Le Cluster WASH est une plateforme de coordination des acteurs humanitaires dans le domaine de l'eau, l'hygiène et l'assainissement. **Le nombre d'acteurs intervenant dans la réponse WASH urgence au Burkina Faso a plus que doublé entre 2019 et 2022**, passant de 18 organisations à 54 organisations, ce qui montre un réel intérêt des acteurs humanitaires pour intervenir dans le pays et adhérer aux mécanismes de coordination. La place des ONG nationales dans la coordination et la réponse humanitaire est également augmentée passant de 6% en 2019 à 20% en 2022, ce qui montre un progrès significatif vers une meilleure localisation de l'aide humanitaire et des efforts pour améliorer l'accès humanitaire.



Les organisations membres du Cluster WASH apportent une aide précieuse aux populations déplacées et familles d'accueil. En 2021, l'assistance humanitaire en WASH a permis à 431,830 personnes de bénéficier d'accès à l'eau potable, 256,529 personnes de bénéficier d'un accès à l'assainissement et 862,168 personnes de recevoir des kits et des sensibilisations sur l'hygiène.

« Avant l'arrivée du projet, l'accès à l'eau était vraiment une corvée pour les personnes déplacées et familles hôtes dans notre quartier. Nous étions obligés de nous lever tôt et parcourir des kilomètres pour nous en procurer. Mais depuis la réalisation du forage solaire avec château d'eau et huit robinets, nous sommes tous très contents. Le système est facile à utiliser, tout est automatique. »

(SINA Noufou, président de l'Association des Usagers de l'Eau Potable, Fada N'Gourma, région de l'Est)



© Plan International, 2022

« Avant la construction des latrines, nous partions dans la brousse pour déféquer dans la nuit ou sous la pluie. Actuellement, nous utilisons des latrines sans sortir de nos concessions et ceci procure un sentiment de bonheur et de sécurité pour nos hôtes, nos femmes, nos filles, et nous les hommes. Nous avons amélioré nos conditions d'hygiène grâce aux savons, kits d'hygiène reçus et les sensibilisations sur l'hygiène. »

Guembre Saidou, chef de ménage ayant accueilli des PDI, Barga, région du Nord

La présence géographique des membres du Cluster WASH est globalement assez bonne, avec un taux de couverture de 79% des communes sur les 6 régions les plus affectées par la crise. La présence varie d'une région à l'autre et elle est globalement plus forte au Centre-Nord et Nord, plus faible au Sahel et à l'Est pour des contraintes d'accès. Bien que cela reste insuffisant, les membres du Cluster WASH cherchent à mettre en place des **stratégies d'accès alternatives** pour assister les communautés vulnérables dans les zones enclavées, en s'appuyant de plus en plus sur les acteurs locaux :



© Croix Rouge, 2022

« (Malgré les difficultés d'accès à cause de l'insécurité), vous voyez bien que c'est possible, tant que nous serons impliqués, nous saurons trouver les voies et moyens pour faciliter l'acheminement du matériel et toute autre assistance dans notre localité pour le bien-être de nos communautés »

(Témoignage d'un membre du Comité Villageois de Développement lors d'une activité de distribution des kits d'hygiène à Namissiguima dans la région du Centre-Nord)

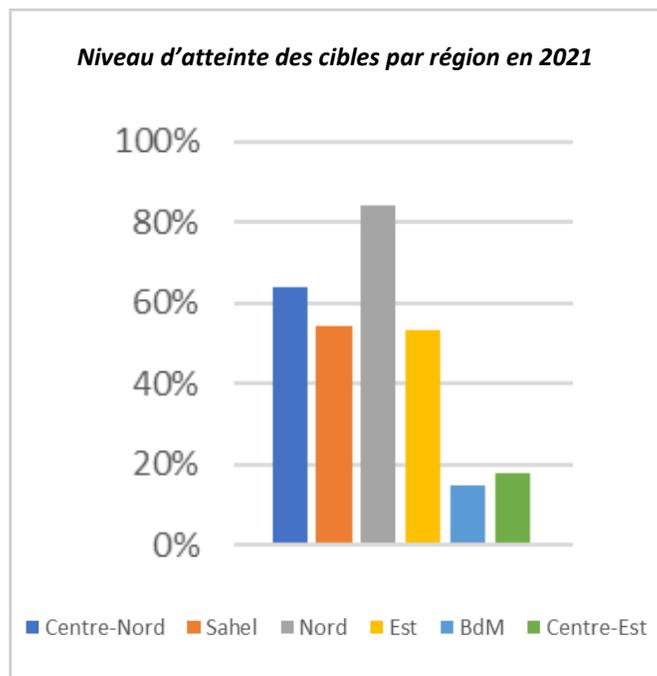
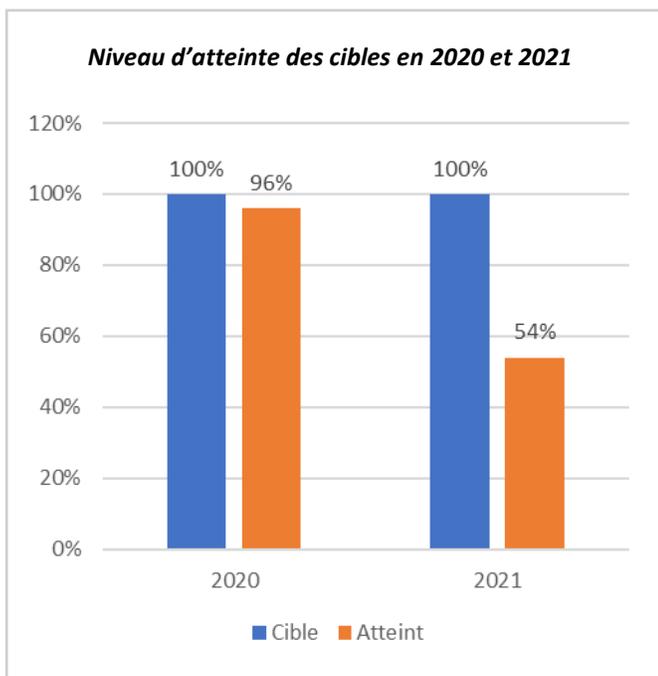
“ Notre approche de réparation de points d'eau à distance s'appuie sur les artisans-réparateurs locaux que l'on forme et équipe dans une zone sécurisée, profitant de leurs mouvements pendulaires. Cela a donné de bons résultats dans plusieurs localités enclavées, notamment dans les régions du Nord et du Sahel. Nous assurons un suivi rapproché via une communication régulière, la prise de photos et de points GPS. Dans les zones sous blocus telles que Titao ou Arbinda, nous acheminons les pompes au moyen d'un hélicoptère humanitaire ”

(Témoignage de la Coordinatrice WASH d'une ONG humanitaire)



© Solidarités International, 2022

Toutefois, malgré donc un grand nombre de partenaires et une bonne présence géographique, le niveau de couverture des besoins humanitaires WASH reste très faible. **Le taux d'atteinte des cibles pour 2021 a été très faible** (54% pour l'hygiène, 35% pour l'eau, 27% pour l'assainissement). On constate aussi **un ralentissement de la réponse humanitaire entre 2020 et 2021 malgré une augmentation des besoins** : on est passé de 96% des cibles atteintes en 2020 à 54% en 2021. Le taux d'atteinte des cibles varie beaucoup d'une région à l'autre.



Les principales contraintes de la réponse qui expliquent le faible taux d'atteinte des cibles sont les suivantes :

- 1) Les énormes défis imposés par l'aggravation très rapide du contexte sécuritaire engendrant des flux de déplacements massifs en peu de temps, avec des besoins qui augmentent plus rapidement que les capacités de réponse et un rétrécissement de l'accès humanitaire qui requiert d'adapter les approches ;
- 2) Le déficit de financement qui ne permet pas de couvrir les besoins, et la faible flexibilité géographique et temporelle du financement acquis qui ne permet pas de s'adapter à l'évolution des besoins ;
- 3) La capacité de contingence insuffisante des acteurs pour répondre rapidement aux nouveaux besoins (ressources humaines, logistique, stock) : 36% des évaluations multi-sectorielles publiées en 2021 n'ont pas eu de réponse WASH, et 18% ont reçu une réponse insuffisante ;
- 4) Les contraintes d'accès : environ 35 % des municipalités ciblées sont inaccessibles ou ont un accès difficile. Cela engendre un focus sur les zones accessibles au détriment des zones dans l'insécurité, et parfois la suspension ou réorientation d'activités ;
- 5) La marginalisation des acteurs locaux qui sont fréquemment relégués à un rôle de prestataires au lieu de réels partenaires. Cela mène à une déconnexion entre la réalité des besoins et les réponses apportées, et se traduit par un manque de légitimité et un affaiblissement de la redevabilité et de la durabilité. La capacité des acteurs locaux n'est pas suffisamment renforcée pour qu'ils puissent bien jouer leur rôle ;
- 6) L'insuffisance des approches de nexus humanitaire-développement, la faible qualité de la réponse et le manque de suivi et contrôle, combinée aux défis gestion des services et d'entretien des infrastructures, rend difficile le maintien des taux d'accès et rend parfois ou souvent nécessaire la reproduction des interventions dans les mêmes zones ;
- 7) La faible disponibilité d'eau souterraine dans certaines zones, avec des nombreux forages négatifs, demande de grandes mobilisations des fonds pour trouver des solutions adéquates ;
- 8) La dégradation du contexte sécuritaire provoquant une augmentation continue des besoins, une suppression des services existants, et une volatilité géographique des besoins (mouvements continus et secondaires de populations, etc.).

Témoignages des Services Techniques de la Mairie de Djibo :

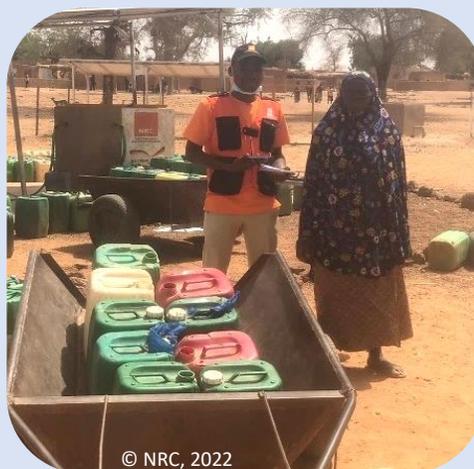
“La principale difficulté par rapport à l'eau pour les PDI et les ménages hôtes, est qu'il n'y a pas assez de points d'eau, en fait l'ONEA n'arrive pas à assurer le service malgré l'appui des partenaires techniques et financiers. L'affluence est trop élevée aux points d'eau. Il y a une forte concentration en bornes fontaines et forages dans le secteur 2 et beaucoup d'habitants y convergent pour s'approvisionner. Les zones des PDI sont couvertes aux secteurs 3 et 5 mais les autres zones sont desservies par PMH et sites de distribution d'eau. La mise en œuvre des installations est difficile et les prestataires sont réticents à cause de l'insécurité surtout dans secteurs 5,6,7,8,9.”



© UNICEF, 2022

« Le point d'eau était éloigné et avec l'afflux de la population ce n'était pas chose aisée pour nous d'avoir accès à l'eau. Si tu y vas le matin très tôt c'est seulement autour de 14h que tu peux espérer avoir le service d'eau. Cette distance fait que nous passons la quasi-totalité de la journée au point d'eau. »

SAWADOGO Asseta, Personne hôte résidant à Kaya/village de Sogodin



© NRC, 2022

« Lorsque nous sommes arrivés ici à Kaya, bien que nous ayons été bien accueillis par la communauté hôte, nous avons des difficultés d'accès à l'eau. Nous prenions des heures à attendre au niveau des points d'eau pour avoir accès à l'eau et pendant ce temps nous ne pouvions mener d'activités connexes telles que la cuisine et la lessive, ce qui n'est pas facile pour nous personnes déplacées. »

OUEDRAOGO Mamounata, en déplacement à Kaya il y a 3 ans venant de Dablo

4. Des conséquences dramatiques qui peuvent être évitées grâce à une augmentation des interventions humanitaires selon une approche stratégique et intégrée

La dégradation rapide et l'extension géographique de la crise au Burkina Faso, avec **un nombre d'incidents sécuritaires qui a doublé chaque trimestre courant 2021** et continuent d'augmenter (source : INSO), a comme conséquence une augmentation des besoins humanitaires. L'aggravation du contexte sécuritaire depuis le début de l'année a engendré une accélération des flux de déplacements due à l'insécurité durant les mois de janvier et février 2022 ainsi que l'intensification d'attaques ciblées contre des ouvrages hydrauliques. Or les réponses apportées sont en diminution, et la plupart des projets en cours prennent fin en mars/avril/mai 2022. Seulement une augmentation importante des interventions humanitaires **permettra d'éviter que 2,5 millions de personnes vulnérables voient leur survie mise en danger** par les conséquences dramatiques de l'absence ou l'insuffisance d'accès à l'eau.

Afin de répondre à ces défis, **le Cluster WASH a élaboré** une stratégie de réponse incluant plusieurs composantes :

- **Sauver des vies** : grâce à une bonne préparation et une large flexibilité, les interventions rapides pour la fourniture d'eau et d'assainissement dans les communautés et dans les centres de santé et écoles, la distribution de kits d'hygiène pour le lavage des mains et la collecte et le stockage d'eau, la sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène, permettent de réduire les incidences de morbidité et mortalité liés aux maladies
- **Protéger** : l'accès aux services d'eau et d'assainissement à proximité et selon les normes et standards de qualité, la distribution de kits de dignité aux femmes et jeunes filles, la transmission de messages sur la sécurité et la cohésion sociale, permet de protéger les personnes vulnérables, limitant leur exposition aux risques de protection telles que les violences basées sur le genre et aux stratégies négatives de survie et respectant leur dignité
- **Ne laisser personne pour compte** : les interventions dans les zones à accès difficile rendues possibles par des stratégies alternatives d'intervention à distance en s'appuyant sur les acteurs communautaires permettent d'atteindre les populations vulnérables les plus isolées
- **Accélérer le rétablissement** : l'accès aux services WASH semi-durables et durables grâce aux approches nexus et le renforcement des capacités des communautés en gestion et maintenance permet également d'encourageant le relèvement jetant les bases pour le développement future des communautés.



Avec la mise en œuvre du Projet, nous avons bénéficié de la réhabilitation du forage et nous avons reçu des kits. Cependant, des besoins énormes demeurent avec l'arrivée permanente de nouvelles personnes déplacées dans notre quartier et les points d'eau existants sont insuffisants. Les longues files d'attente sont le quotidien de presque tout le monde. Nous avons donc besoin de plus de points d'eau pour satisfaire les besoins croissants et préserver notre santé. Également, certaines PDI n'ont pas assez de moyens pour acquérir des bidons ou même pour acheter l'eau à la fontaine.

KIMA YAHAYA, déplacé du village de Natiaboani et Président de l'Association LAAFIA-TIE-LIBONLA du secteur 6 de Fada N'Gourma (région de l'Est)

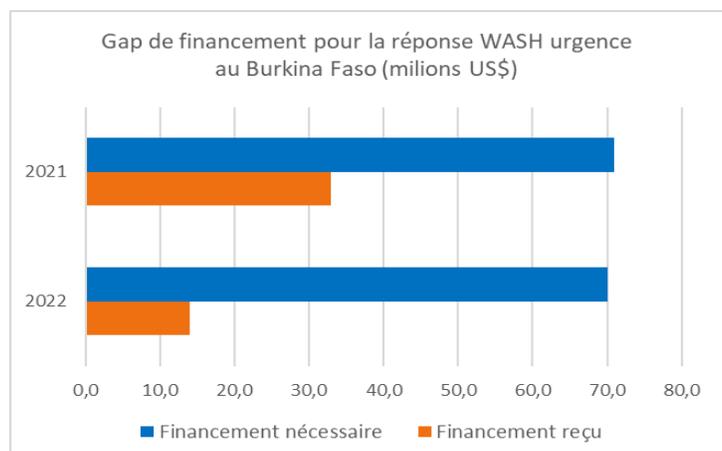


© Plan International, 2022

© Cluster WASH, 2022

En 2021, sur un besoin de financement pour la réponse humanitaire WASH au Burkina Faso de 71 millions USD, seulement 46% a pu être mobilisé, **laissant un gap de 38 millions de USD.**

En 2022, le besoin de financement pour atténuer les conséquences graves et apporter une aide humanitaire en eau, hygiène et assainissement à 1,7 millions de personnes est estimé à 70 millions USD. Or à ce jour, uniquement 20% des fonds nécessaires pour 2022 sont acquis, laissant **un gap de 56 millions USD.**



CONCLUSION : La crise sécuritaire au Burkina Faso a engendré d'énormes besoins en termes d'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement, qui s'ajoutent aux besoins préexistants, et qui sont aggravés par les effets du changement climatique. Des dizaines de milliers de femmes et enfants voient chaque jour leur droit d'accès à l'eau violés et subissent les conséquences sur leur dignité, leur santé et leur exposition aux risques de protection. **Plus de 2,5 millions de personnes ont un besoin d'assistance humanitaire en WASH. Cependant, la réponse humanitaire arrive à couvrir moins d'un quart de ces besoins.** L'augmentation rapide des besoins, les contraintes d'accès, et le gap de financement sont les principaux obstacles qui empêchent une réponse appropriée. Seule une augmentation importante du financement associé à une meilleure qualité de la réponse, une plus grande capacité de contingence, une stratégie d'accès alternative, un renforcement de la localisation et une approche nexus permettra d'éviter les conséquences néfastes de cette crise sur les populations les plus vulnérables du Burkina Faso.



« Nous avons bénéficié du water trucking et tiré beaucoup d'avantages. Avant, on se levait très tôt pour faire la queue et passer toute la journée au point d'eau afin d'avoir quelques bidons à peine suffisants pour la boisson. Ou on partait chercher l'eau aux forages en dehors de la ville où il n'y a moins d'affluence, mais on était souvent victimes de violences. Plusieurs d'entre nous ont été violées, d'autres bastonnées et nos charrettes et bidons ont été endommagés ou volés. Avec le water trucking, l'eau est en quantité suffisante pour la boisson, la cuisine et la douche ; et une protection est assurée surtout pour les femmes et les enfants contre les abus et les violences physiques et sexuelles des groupes armés. »

OUEDRAOGO CHRISTINE, originaire de Koroko Mossi, actuellement déplacée à Barsalogo

Aux partenaires techniques et financiers et bailleurs de fonds nous demandons :

1. **Financement** : De mettre à disposition 56 M USD pour sauver les vies de 2,5 M de personnes dont 61% d'enfants à travers la fourniture d'un paquet d'interventions en WASH au Burkina Faso ; appuyer et augmenter l'aide humanitaire pour ne pas perdre des gains acquis dans le cadre d'action d'appui au développement ;
2. **Flexibilité** : Être flexible dans le financement (géographiquement, temporellement) pour adapter les interventions à l'évolution rapide des besoins ; prévoir des enveloppes de contingence afin d'apporter une réponse plus rapide ; Permettre aux projets de développement de pivoter une partie de leur programmation vers des interventions d'urgence ;
3. **Approche nexus** : Répondre aux urgences immédiates et en même temps mobiliser des financements importants pour les interventions structurelles et durables visant au renforcement des services pour limiter la régression du pays vis-à-vis de l'atteinte des ODD ;
4. **Attention à la qualité et redevabilité** : Réaliser des évaluations des interventions et collecter le feedback des bénéficiaires, renforcer les processus de suivi permettant un meilleur contrôle de la qualité ; et renforcer la communication vis-à-vis des partenaires pour améliorer la gestion des ressources allouées à la réponse humanitaire ;
5. **Transferts monétaires** : Promouvoir de plus en plus les transferts monétaires dans la réponse en lieu et place des distributions de kits, afin de maintenir la dignité des bénéficiaires et répondre à des besoins prioritaires et multisectoriels ;
6. **Localisation et appropriation** : augmenter la part du budget de l'aide allouée aux acteurs locaux (notamment pour atteindre le ratio des 25% tel que promis par le Grand Bargain); Renforcer les capacités des acteurs locaux et mieux partager les responsabilités pour faciliter et encourager leur implication dans la coordination et la réponse.



File d'attente pour le water trucking à Barsalogo (Centre-Nord), © UNICEF, 2022